



## Russie : soutien à la rédaction de *Novaia Gazeta*

Le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes et le SGJ-FO, organisations syndicales représentatives des journalistes en France, condamnent avec force les pressions, entraves et arrestations subies par nos consœurs et confrères du média russe *Novaia Gazeta*.

Ce jeudi 9 avril, à Moscou, les locaux de ce journal indépendant ont été perquisitionnés pendant près de treize heures. Plusieurs reporters se sont vus confisquer leur matériel professionnel. Le même jour, un de leurs collègues, Oleg Roldouguine, a été arrêté chez lui puis emprisonné. Il doit être jugé pour "utilisation et conservation illégale de données à caractère personnel".

Actif depuis plus de trente ans, *Novaia Gazeta* est depuis trop longtemps victime d'entraves, d'intimidations et d'agressions. Depuis 2000, plusieurs de ses journalistes, dont la reporter Anna Politkovskaïa, ont été assassinés. D'autres ont été victimes de nombreuses procédures judiciaires infondées et arbitraires. La rédaction, qui a toujours conservé des bureaux en Russie, a vu une grande partie de ses journalistes partir travailler dans d'autres pays européens. En 2021, Dimitri Mouratov, fondateur du journal, a reçu le prix Nobel de la paix.

En 2022, peu après l'attaque de l'Ukraine par la Russie, la licence de publication de *Novaia Gazeta* a été révoquée. Les années suivantes, plusieurs de ses journalistes, dont Mouratov, ont été placés sur la liste des "agents de l'étranger" par le régime de Vladimir Poutine. L'opération policière de jeudi est une nouvelle tentative de faire taire définitivement ce média, un des derniers à tenter d'informer librement dans son pays.

De passage à Paris ce jeudi 9 avril, dans le cadre d'une conférence, Dimitri Mouratov a dénoncé cette attaque contre son journal, estimant que *"la presse indépendante est persécutée et en voie de disparition en Russie, et doit compter en grande partie sur le travail remarquable de nombreux journalistes en exil"*.

Le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes et le SGJ-FO réaffirment leur soutien aux travailleurs des médias russes qui tentent, dans leur pays ou ailleurs, d'exercer au mieux leur mission d'information. Nous appelons à la libération immédiate d'Oleg Roldouguine et des journalistes qui sont emprisonnés en Russie pour n'avoir fait que leur métier.

Nos organisations exhortent une nouvelle fois les autorités françaises et européennes à renforcer l'aide à celles et ceux qui risquent leur vie pour défendre la liberté de la presse en Russie.

Paris, le 12 avril 2026